

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 4

Artikel: Echos du séminaire 1992 de la Société suisse des officiers : la Suisse dans une Europe en mutation
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345195>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Echos du séminaire 1992 de la Société suisse des officiers

La Suisse dans une Europe en mutation

Par le colonel Hervé de Weck

Les 21 et 22 février dernier, la Société suisse des officiers (SSO) donnait à ses membres l'occasion de se retrouver à Interlaken pour deux journées de réflexion consacrées au *Plan directeur de l'armée 95*, dans la perspective d'une participation de la Suisse à la défense de l'Europe, voire d'une intégration dans un système de défense commune. Ce séminaire, en passe de devenir une tradition, apparaît vraiment comme la «colonne vertébrale» de la SSO, preuve en soit la très longue discussion, le vendredi soir, entre deux cents officiers et le chef du Département, Kaspar Villiger. Le comité central, formé surtout de Tessinois (le Vorort se trouve actuellement dans ce canton), avait tout fait pour assurer le sérieux des travaux et, surtout, pour créer une ambiance chaleureuse propre à rapprocher les trois communautés linguistiques. Merci au président central, le colonel EMG Kistler, et à tous ses collaborateurs: il fait bon respirer, même à Interlaken, l'atmosphère d'outre-Gothard !

Des exposés d'experts, le vendredi, préparent et créent le cadre des travaux de groupe du samedi. Au cours de l'année 1992, ces réflexions devraient faciliter la tâche de la Commission «Politique de sécurité», un organe consul-

tatif du Comité central. Les deux «spécialistes» allemands, qui ouvrent les feux, suscitent de la déception: ils développent des théories très abstraites, dont les participants se demandent ce qu'ils peuvent en tirer, rappellent des évidences du genre: la démocratisation, la disparition de régimes totalitaires diminuent les risques de conflit. Pensaient-ils s'adresser à un public de profanes non initiés? Etaient-ils tombés dans le même travers que de nombreux conférenciers militaires français de passage en Suisse, qui ne préparent pas grand-chose, puisqu'ils vont s'adresser à des «réservistes», donc à des gens militairement sous-développés?

Le contexte politico-militaire

Kurt Spillmann, professeur à l'Ecole polytechnique de Zurich, lorsqu'il analyse la situation en Europe, ne tombe pas dans ce travers. Exploitant un document du Pentagone, publié au début février 1992, il retient d'abord sept scénarios possibles pour les dix ans à venir:

– Dans le Golfe, l'embargo contre l'Irak ayant été supprimé, Saddam Hussein ou son successeur a repris ses ventes de pétrole, ce qui lui permet d'acheter des armes, entre

autres 150 avions de combat ultra-modernes. L'Irak envahit le Koweït et l'Arabie saoudite. Les Etats-Unis interviennent et vainquent l'agresseur au cours d'une guerre qui dure 54 jours (!?).

– La Corée du Nord, qui n'a rien abandonné de ses prétentions et de son totalitarisme, attaque Seoul avec 300 000 hommes. Il faut 90 jours de conflit pour rétablir le statu quo ante.

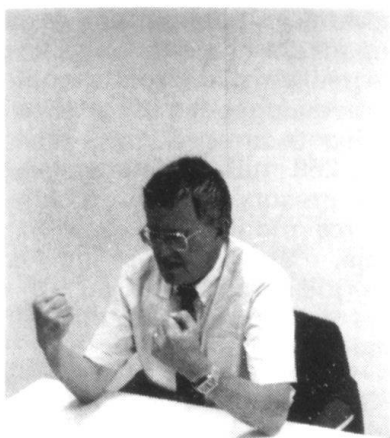
– Des conflits se produisent simultanément dans le Golfe et en Corée.

– Un dictateur a pris le pouvoir en Russie; il menace les Etats baltes qui demandent l'aide de l'OTAN. Une guerre se déclenche dans la région de la Baltique, remportée par les forces de l'OTAN en 90 jours.

– Des extrémistes prennent le pouvoir à Panama, soutenus par les «barons» de la drogue.

– Conflit aux Philippines d'où les Etats-Unis s'étaient complètement retirés.

– Aux environs de l'an 2000, une «nouvelle» superpuissance, qui pourrait bien être une Russie dictatoriale, voire totalitaire, ou une coalition de puissances (un avatar de la Communauté des Etats in-



Le conseiller fédéral Villiger a la lourde charge de «vendre» aux parlementaires et à l'opinion le «Plan directeur de l'armée 95» qui postule l'acquisition d'un nouvel avion de combat.

dépendants) pourrait menacer les Etats-Unis eux-mêmes.

Selon le professeur Spillmann, l'Europe doit encore très sérieusement envisager des conflits politico-religieux au Maghreb, au Proche-Orient, qui pourraient la toucher directement ou indirectement. Ces Etats risquent de profiter de la prolifération des armes nucléaires et de la technologie des vecteurs (fusées à longue portée). Il y a, dans ces régions, des *fondamentalismes*, entre autres chiïtes et sunites, créés par le paupérisme, qui sapent des gouvernements en place.

D'autre part, l'avenir de l'Europe sera également marqué par l'évolution des Etats de l'ancienne Union sovié-

tique, dans lesquels les changements de mentalité s'opèrent difficilement. La passivité apparaît vraiment comme l'héritage essentiel du marxisme-léninisme! La réussite des réformes semble aléatoire, alors que l'ancienne nomenklatura n'a pas disparu et que, dans les républiques, les formations de l'ancienne armée soviétique restent les seules forces à peu près organisées. Il y a un risque réel de nouvelles dictatures.

Le colonel EMG Ott, pour sa part, souligne que la guerre civile en Yougoslavie induit des divergences entre la France et l'Allemagne, sans parler des velléités d'indépendance de la Macédoine qui créent des tensions aux conséquences imprévisibles entre la Grèce, la Bulgarie et la Turquie.

La présence militaire américaine en Europe, manifestation tangible de la solidarité

La SSO et le Plan directeur de l'armée 95

(Résolution de l'Assemblée des délégués, adoptée le 21 février 1992 à Interlaken à l'intention des parlementaires fédéraux)

«La Société suisse des officiers a étudié la planification du Département militaire fédéral relative à l'Armée 95 et au nouveau Plan directeur de l'armée. (...) La SSO juge les travaux préparatoires de l'armée 95 comme fondamentalement justes. Ceux-ci tiennent en particulier compte des nouvelles tâches figurant dans le Rapport sur la politique de sécurité dans les domaines de la promotion de la paix et de la sauvegarde des conditions d'existence.

La SSO accorde une importance primordiale aux éléments et conditions-cadres suivants :

- **maintien de l'organisation de milice**
- **utilisation optimale des ressources de notre pays**
- **flexibilité d'une armée disposant d'un effectif de 400 000 militaires**
- **flexibilité de la conception d'engagement et des effectifs futurs face aux évolutions qui pourraient se produire.**

(...) La SSO communiquera au DMF ses réserves à propos des réformes entreprises dans l'instruction, en particulier à propos des écoles de recrues, de la formation des cadres et du rythme biennal des cours de répétition.

La SSO attend des Chambres fédérales qu'elles tiennent compte de la volonté clairement exprimée par le peuple suisse de pouvoir disposer d'une armée moderne et qu'elles accordent à l'armée nouvelle les moyens financiers lui permettant de remplir de manière crédible sa mission.»

atlantique, reste nécessaire, rappelle Kurt Spillmann, même si les effectifs du corps expéditionnaire diminuent, une telle décision dépendant dans une large mesure de la situation économique outre-Atlantique. Washington doit disposer au moins d'un corps d'armée sur le «vieux continent», car des forces moindres n'auraient plus aucune valeur opérative.

Kurt Spillmann voit encore des dangers non militaires :

- Dérapage de l'Europe vers des «nationalismes régionalistes» en complète opposition avec une intégration.

- Racisme et xénophobie. Le 50 % des Allemands estiment aujourd'hui exagérés les efforts de leur gouvernement, destinés à intégrer les étrangers.

- Gigantesques mouvements de migration venus du sud (Afrique du Nord) et de l'est de l'Europe.

- Ecart grandissant entre les exigences de populations européennes gâtées par une «société de consommation» et une productivité en baisse.

- Terrorisme, chantage.

- Criminalité organisée. Les «mafias» de la drogue

entrent en concurrence avec les gouvernements en place. Le chiffre d'affaire du commerce illégal des drogues représente annuellement environ 250 milliards de dollars, soit presque le 10% du commerce mondial. Aujourd'hui déjà, les «barons de la drogue» rachètent au prix fort des entreprises qui n'en savent rien.

Le projet «Armée 95» permet-il une coopération militaire, voire une intégration militaire ?

A une période où l'on parle de coopération et d'intégration européenne, où les Chambres doivent décider l'acquisition d'un nouvel avion de combat, où les responsables du Département militaire fédéral publient le *Plan directeur de l'armée 95* dont les Suisses vont discuter (on sait que, dans notre pays, il y a autant d'«experts militaires» que de citoyens), il s'avère très important de voir avec réalisme les problèmes financiers et matériels qui sous-tendraient une coopération militaire avec l'OTAN, avec un ou plusieurs Etats européen ou l'intégration de nos forces de défense dans un système unifié, dont la gestation ne fait que commencer.

Avant qu'on puisse vraiment compter sur une armée «européenne», il faut qu'une Europe fédéraliste se mette en place et trouve des procédures de décision adéquates. Une telle démarche demande beaucoup de temps. Une dé-



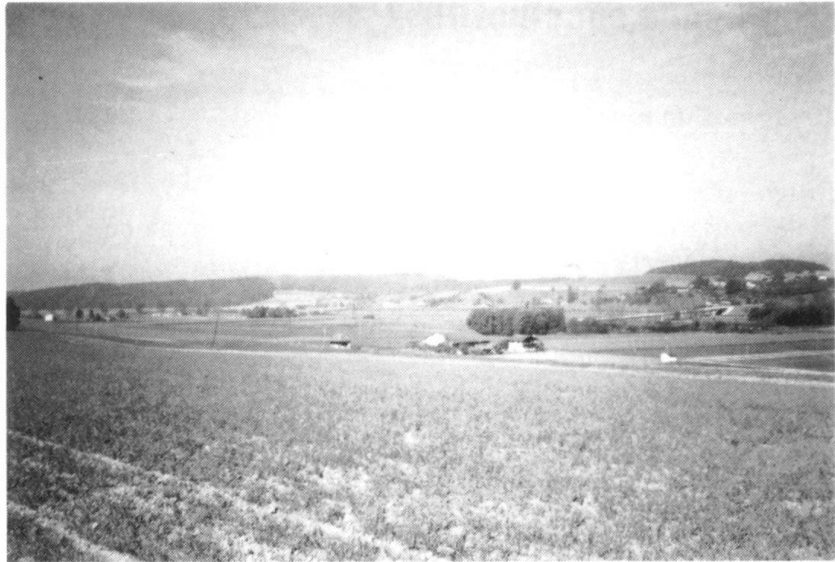
Le fait que l'armée 95 tienne dans les Alpes (ici le village de Vissoie) peut déjà être, dans un contexte donné, une forme de coopération avec les autres Etats européens...

fense commune européenne, on ne peut pas l'espérer avant quinze ou vingt ans ! Pendant cette période, des crises graves ne sont pourtant pas à exclure...

La mise à disposition, à l'extérieur du pays, de casques bleus, de troupes aptes à intervenir en cas de catastrophe ne pose pas de grands problèmes, à condition que ces formations ne comprennent que des volontaires.

En cas de menace militaire mettant en cause l'ensemble du continent, aussi bien dans un contexte de coopération ou d'intégration, les F-A/18 peuvent participer sans problème à des opérations, nos aéroports et nos aérodromes militaires s'avérant utiles pour un «pont aérien»; ils pourraient aussi servir d'escalas ou de bases pour des avions de combat. En revanche, le projet «Armée 95» ne permet pas d'envoyer au loin une force d'action rapide ou des formations de combat terrestres, éminemment mobiles et disposant de matériels de haute technicité. En revanche, nos formations mécanisées, voire nos régiments d'infanterie seraient capables de prendre en charge la sûreté des zones arrière dans des Etats européens impliqués dans des opérations en ou hors d'Europe, à condition qu'ils puissent compter sur autre chose que la logistique statique assurée par les divisions territoriales suisses.

En définitive, l'armée 95, tout en assurant la «défense opérationnelle du territoire»



... Même remarque à propos du plateau (ici les environs de la ville de Berne).

suisse, apparaît capable de mettre en application une politique de coopération ou d'intégration, mais, dans les deux cas, les moyens mis à disposition d'une «communauté européenne» resteront modestes.¹

Et la neutralité ?

Le Conseil fédéral ne peut pas, comme l'actuel gouvernement suédois semble vouloir le faire, abandonner tout simplement la neutralité. Il doit trouver une nouvelle conception, non de la neutralité, mais de la politique étrangère du pays, dans la-

quelle la neutralité serait intégrée.

Il s'agit d'envisager tous les scénarios politico-militaires possibles. Lesquels postulent une attitude suisse «alignée» sur celles des autres Etats européens ? Lesquels imposent que la Suisse respecte les devoirs d'un Etat neutre ? On semble s'acheminer vers une neutralité «conditionnelle», des décisions différenciées que le gouvernement devra expliquer et rappeler constamment à l'ensemble des capitales du continent, dès qu'il aura une conception cohérente de sa nouvelle politique étrangère.

H.W.

¹ Ces réflexions, qui n'engagent ni le Département militaire, ni la Société suisse des officiers, ont été faites à Interlaken dans le cadre d'un groupe de travail composé d'officiers romands. Un certain nombre de groupes avaient été formés, qui devaient réfléchir aux possibilités de l'armée 95 de s'adapter à une politique de «coopération» ou d'«intégration».